Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N° 40/25 - IX – CIV

Audience publique du vingt-quatre avril deux mille vingt-cinq

Numéro CAL-2024-00380 du rôle

Composition:

Carole KERSCHEN, président de chambre,
Danielle POLETTI, premier conseiller,
Françoise WAGENER, premier conseiller,
Sheila WIRTGEN, greffier.

E n t r e :

la société à responsabilité limitée **SOCIETE1.)** SARL, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE1.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.), représentée par son gérant actuellement en fonctions,

appelante aux termes d'un exploit de l'huissier de justice suppléant Kelly FERREIRA SIMOES, en remplacement de l'huissier de justice Carlos CALVO de Luxembourg du 26 mars 2024,

comparant par Maître Joël MARQUES DOS SANTOS, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

e t :

la société à responsabilité limitée **SOCIETE2.)** SARL, établie et ayant son siège social à L- ADRESSE2.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO2.), représentée par son gérant actuellement en fonctions,

intimée aux termes d'un exploit de l'huissier de justice suppléant Kelly FERREIRA SIMOES, en remplacement de l'huissier de justice Carlos CALVO de Luxembourg du 26 mars 2024,

comparant par Maître Ibraïma AKPO, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

LA COUR D'APPEL :

Exposé du litige

En résumé, le litige a trait au recouvrement d'une clause pénale de 10%, prétendument redue par la société à responsabilité limitée SOCIETE2.) SARL (ci-après SOCIETE2.)), en sa qualité d'acquéreur, à la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) SARL (ci-après SOCIETE1.)), en sa qualité de vendeur, sur base d'un compromis de vente du 29 avril 2022 et portant sur un immeuble sis à L-ADRESSE3.), numéro NUMERO3.).

Reprochant à SOCIETE2.) d'avoir violé ses obligations contractuelles en restant en défaut de présenter un accord et/ou un refus bancaire dans le délai imparti par le compromis, SOCIETE1.) donna, par exploit du 30 mars 2023, assignation à SOCIETE2.) à comparaître devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg pour la voir, sous le bénéfice de l'exécution provisoire, condamner à lui payer (i) la somme de 83.000.- euros, avec les intérêts à compter du jour de la demande en justice, à titre de la clause pénale dudit compromis de vente, le taux d'intérêt étant à majorer de trois points à l'expiration du 3^{ième} mois qui suit le jour de la signification du jugement à intervenir, sur base des articles 1176, 1178, 1181 et 1589 du Code civil, (ii) des dommages et intérêts à hauteur de 1.044.- euros au titre des frais d'avocat sur base des articles 1382 et 1383 du Code civil, (iii) une indemnité de procédure de 2.000.- euros en application des dispositions de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile et (iv) la voir condamner aux frais et dépens de l'instance.

Par jugement contradictoire n°2024TALCH17/00005 du 10 janvier 2024, le tribunal a déclaré les demandes principale et reconventionnelle recevables, a déclaré le compromis de vente signé le 29 avril 2022 entre SOCIETE1.) et SOCIETE2.) caduc, partant a débouté SOCIETE1.) de sa demande, a déclaré la demande de SOCIETE1.) en remboursement de ses frais d'avocat non fondée et en a débouté, a débouté SOCIETE2.) de sa demande reconventionnelle, a débouté SOCIETE1.) de sa demande en obtention d'une indemnité sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile, a condamné SOCIETE1.) à payer à SOCIETE2.) une indemnité de procédure de 1.500.- euros sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile, a condamné SOCIETE1.) aux dépens de l'instance et dit qu'il n'y a pas lieu à exécution provisoire du jugement.

Pour statuer ainsi, le tribunal, après avoir rejeté le moyen d'irrecevabilité de l'assignation en justice tiré du défaut de qualité à agir de SOCIETE1.), a examiné la nature des clauses contenues dans le compromis de vente litigieux et constaté que le contrat a été conclu sous une condition suspensive et qu'il contient une clause résolutoire. Il a encore relevé que la vente de l'immeuble a été conclue sous la condition suspensive de l'obtention d'un prêt bancaire et de la présentation à l'agence immobilière d'une lettre d'acceptation ou de refus d'au moins deux banques au plus tard 28 jours calendrier après la date de signature du compromis, soit jusqu'au 27 mai 2022, et que le délai imparti pour présenter une lettre d'acceptation ou de refus pourra être prolongé de deux semaines, soit jusqu'au 10 juin 2022. Ce même tribunal a ensuite, après avoir pris acte de l'accord des parties de prolonger le délai initialement prévu au compromis de vente pour l'obtention du prêt jusqu'au 10 juin 2022, retenu que dès lors qu'aucune acceptation d'un prêt bancaire, voir aucun refus d'au moins deux banques luxembourgeoises n'ont été présentés par SOCIETE2.) à la date butoir retenue par les parties au contrat, la vente conclue sous condition suspensive par compromis de vente du 29 avril 2022 est caduque. Analysant enfin le litige sous l'angle des articles 1134, alinéa 3 et 1178 du Code civil, les juges de première instance ont en déduit qu'il appartenait néanmoins à SOCIETE2.), en sa qualité d'acquéreuse de l'immeuble litigieux, de faire les démarches nécessaires à l'obtention d'un prêt auprès d'un établissement bancaire pour le 10 juin 2022 au plus tard et qu'il lui incombait d'en rapporter la preuve. Retenant au vu des pièces versées par SOCIETE2.) que celle-ci a accompli les diligences nécessaires pour obtenir un prêt auprès des banques SOCIETE3.) et SOCIETE4.), ils ont en déduit que la condition suspensive n'est pas réputée accomplie. Les juges ont encore considéré que la demande en condamnation de SOCIETE1.) sur base de la clause résolutoire est devenue superfétatoire, le compromis de vente du 29 avril 2022 étant frappé de caducité.

La demande de SOCIETE1.) en recouvrement de ses honoraires d'avocat a été rejetée par le tribunal en l'absence d'une faute prouvée dans le chef de SOCIETE2.) et de pièces justificatives versées au dossier. De même, la demande reconventionnelle de SOCIETE2.) pour procédure abusive et vexatoire a été rejetée, le seul fait pour SOCIETE1.) d'avoir introduit son action ne suffisant pas à la constituer en faute et SOCIETE2.) ne prouvant aucun dommage dans son chef.

Par exploit du 26 mars 2024, SOCIETE1.) a relevé appel de ce jugement lui signifié le 16 février 2024.

La Cour donne à considérer que la présente procédure a été instruite suivant la mise en état simplifiée, prévue aux articles 222-1 et suivants du Nouveau Code de procédure civile.

L'instruction a été clôturée par ordonnance du 12 novembre 2024, puis l'affaire a été fixée pour débats à l'audience du 5 février 2024. Tel que prévu par la loi, les parties ont renoncé à plaider l'affaire, de sorte qu'elle a été prise en délibéré sans plaidoiries, les fardes de procédures ayant été déposés antérieurement à l'audience. Les parties ont été informées de la date du prononcé.

Discussion

A l'appui de son acte d'appel, *SOCIETE1.*) demande à la Cour de réformer le jugement entrepris dans toute sa teneur, de faire droit à son argumentation de base et de lui adjuger le bénéfice de ses demandes initiales, ainsi que de la décharger des condamnations prononcées en première instance et de condamner l'intimée à une indemnité de procédure de 2.500.- euros pour l'instance d'appel et aux frais et dépens des deux instances.

Pour voir statuer dans ce sens, et après avoir rappelé le contexte général du litige, l'appelante développe, en substance, les moyens tirés de son argumentation déjà exposée en première instance, à savoir : l'intimée n'aurait pas respecté ses obligations contractuelles en restant en défaut de présenter un accord et/ou un refus bancaire dans le délai imparti ; elle aurait néanmoins à plusieurs reprises manifesté son intérêt ferme et non-équivoque de vouloir acquérir le bien et demandé la prorogation du délai de deux semaines pour finaliser ses demandes ; elle aurait en tout état de cause renoncé à la condition suspensive en proposant d'acquérir le bien avec un ami tel que le prouverait un échange de courriels entre parties du 29 juin 2022 et enfin, conformément à la clause résolutoire du compromis de vente, le contrat serait à considérer comme étant résolu à partir du 10 juin 2022, par l'inexécution fautive par l'intimée de ses obligations contractuelles. L'appelante reproche notamment aux juges de première instance d'avoir retenu que l'intimée a rapporté la preuve qu'elle aurait effectué des démarches sérieuses et circonstanciées dans le délai contractuel pour se voir accorder un crédit bancaire destiné à financer l'achat du bien en cause.

Par conclusions subséquentes, elle ajoute que les pièces n°2, 3 et 13 versées par l'intimée n'établiraient aucunement les démarches prétendument accomplies par cette dernière.

SOCIETE2.) se rapporte à prudence de justice en ce qui concerne la recevabilité de l'appel en la pure forme. Au fond, soulignant que l'appelante développerait les mêmes arguments qu'en première instance, elle conclut à voir dire l'appel non fondé et à voir confirmer le jugement a quo par adoption pure et simple des motifs qu'il renferme.

Prenant néanmoins position sur l'argumentation adverse, elle fait plaider que, contrairement aux allégations de l'appelante, il ne ressortirait pas du courriel litigieux du 29 juin 2022 adressé à *SOCIETE1.*) qu'elle aurait eu l'intention de renoncer à la clause suspensive, de sorte que la vente n'aurait pas été parfaite en date de ce jour. Elle ajoute qu'un acquéreur ne pourrait pas renoncer de manière unilatérale à une condition suspensive alors que cette dernière résulterait de l'accord des volontés des parties contractantes. L'intimée fait encore conclure que c'est à raison que le tribunal a retenu qu'elle a tout mis en œuvre pour respecter les conditions prévues pour l'application de la clause suspensive et elle renvoie sur ce point à ses pièces.

Elle réclame enfin une indemnité de procédure de 5.000.- euros ainsi qu'un montant de 2.000.- euros à titre de dommages et intérêts pour procédure abusive et vexatoire.

Par conclusions subséquentes, elle prend position quant aux pièces critiquées par l'appelante et réplique que la pièce n°2 est à analyser ensemble avec la pièce n°14 qui rectifie une erreur matérielle, que la pièce n°13 est précisée par la pièce n°6 et que la pièce n°3 n'est que la suite logique de la pièce n°14. Elle objecte par ailleurs que ses pièces n°12 et 15 a) renseigneraient à suffisance les diligences effectuées par elle pour informer tant l'agent immobilier que l'appelante de la situation de sa demande de prêt bancaire.

La Cour renvoie pour le surplus à l'exposé exhaustif des moyens présentés par les parties tel que repris par le tribunal dans le jugement déféré et qui n'a pas véritablement changé en appel.

Appréciation de la Cour

- Recevabilité de l'appel

L'intimée s'est rapportée à prudence de justice quant à la recevabilité de l'acte d'appel en la pure forme.

Dans la mesure où l'appel n'est pas autrement contesté et qu'un moyen d'irrecevabilité à soulever d'office par la Cour n'est pas donné, il y a lieu de retenir que celui-ci est recevable pour avoir été introduit dans les formes et délais de la loi.

- Au fond

La Cour renvoie à la version des faits gisant à la base du présent litige exhaustivement exposée dans le jugement entrepris pour la faire sienne dans son intégralité.

Aux termes de l'article 58 du Nouveau Code de procédure civile « *il incombe à chaque partie de prouver conformément à la loi les faits nécessaires au succès de sa prétention* ». Conformément à l'article 1315 du Code civil, « *celui qui réclame l'exécution d'une obligation, doit la prouver. Réciproquement, celui qui se prétend libéré, doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation* ».

En effet, le demandeur doit démontrer l'existence du fait ou de l'acte juridique sur lequel il fonde sa prétention : *actori incumbit probatio*. Celui qui a fait la preuve des éléments nécessaires à la naissance du droit qu'il invoque ne doit pas, en outre, prouver que ce droit s'est maintenu sans être modifié. Le défendeur se mue en demandeur en tant qu'il invoque une exception : *reus in excipiendo fit actor*. Il lui appartient donc de faire la preuve des faits qu'il invoque à titre d'exception (R. MOUGENOT, Droit des obligations, La preuve, éd. LARCIER, 1997).

En application des principes directeurs prévus par ces textes, aux fins de pouvoir prospérer dans sa demande, il appartient à l'appelante de rapporter la preuve tant du principe que du montant de la créance alléguée par elle, c'est-à-dire qu'elle doit établir qu'elle est créancière de l'intimée et que cette dernière a l'obligation de lui payer le montant réclamé, en l'occurrence, une clause pénale de l'ordre de 83.000.- euros.

La demande de l'appelante est basée sur un contrat conclu le 29 avril 2022 et portant sur la vente d'un immeuble sis à L-ADRESSE3.).

Suivant l'article 1134 du Code civil, « *les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise. Elles doivent être exécutées de bonne foi* ».

La Cour donne à cet égard à considérer que les parties reproduisent en appel les mêmes moyens, ainsi que les mêmes éléments de preuve qu'en première instance.

Pour rappel, les clauses en discussion du contrat sont de la teneur suivante :

« ARTICLE V- CLAUSE SUSPENSIVE

Le présent compromis est soumis à la réalisation de la clause suspensive de l'obtention d'un financement de la part de l'acheteur.

L'acheteur déclarent devoir contracter un prêt auprès d'un institut financier du Grand-Duché de Luxembourg pour le règlement du prêt prix de vente.

Il est expressément entendu que le présent contrat ne sortira de ses effets qu'au cas où l'acheteur devrait se voir accorder le prêt en question ou au cas où ils pourraient justifier de la disponibilité des fonds par une attestation bancaire.

En cas de refus du prêt, les parties seront libres de tout engagement sans que le vendeur puisse invoquer des dommages et intérêts à l'encontre de l'acheteur. Le vendeur aura dès lors le droit de remettre de suite l'objet en vente.

Il est expressément convenu que l'acheteur s'engage à présenter à l'agence immobilière la lettre d'acceptation (ou toute autre attestation bancaire pour la disponibilité des fonds), respectivement de refus du prêt d'au moins 2 banques du Grand-Duché de Luxembourg au plus tard 28 jours calendrier après la date de signature du présent compromis.

Le délai imparti pour présenter une lettre d'acceptation ou de refus de la banque pourra être prolongé une seule fois de 2 semaines supplémentaires et uniquement si l'acheteur est en mesure de fournir un certificat de la banque attestant que la demande de crédit est en cours de traitement.

Si l'acheteur ne présentent pas l'une des prédites lettres, si aucune demande de crédit n'a été introduite ou si l'acquéreur ne fait pas les démarches et diligences nécessaires à l'obtention du prêt endéans le délai imparti, le compromis sera considéré comme résolu et les montants prévus par la clause pénale devront être versés aux vendeurs.

Il est expressément convenu qu'après réalisation des conditions suspensives, qu'en cas de résiliation unilatérale par une des parties ou en cas de refus de passer acte devant le notaire dans les délais convenus entre les parties, pour quelque motif que ce soit, la partie défaillante devra payer à l'autre partie l'indemnité forfaitaire fixée dans l'article VI du présent compromis (clause pénale) ainsi que la commission d'agence immobilière à l'agence immobilière ».

« ARTICLE VI – CLAUSE PENALE

Il est expressément convenu qu'en cas de résolution du présent compromis par l'une ou l'autre partie en sus des cas énumérés ci-dessus la partie qui entend résilier le compromis devra verser une indemnité équivalente à 10% du prix de vente du bien immobilier en cause à l'autre partie. (...) »

La Cour relève d'abord, à l'instar du tribunal, que la condition stipulée à l'article V du contrat tenant à l'obtention d'un prêt pour le financement de la transaction s'analyse en une condition suspensive qui suspend la formation même du compromis jusqu'à la réalisation de la condition. Ladite condition suspensive est, par ailleurs, enfermée dans un délai préfixe, à savoir le délai de « 28 jours calendrier après la signature du présent compromis ».

Il résulte de la prédite clause qui reflète l'intention des parties que l'intimée s'était engagée à présenter à la venderesse dans le prédit délai l'accord ou le refus bancaire concernant le prêt sollicité. Il a également été convenu que si l'intimée ne devait pas présenter lesdits documents ou si aucune demande de prêt ne devait être introduite, le contrat serait considéré comme résolu et l'intimée s'engagerait à payer à l'appelante la clause pénale de 10% du prix de vente.

Le but de cette clause est, d'une part, d'éviter, dans l'intérêt de l'acquéreuse, que celle-ci soit liée par un contrat de vente alors qu'elle n'obtiendrait pas de prêt pour l'acquisition de l'immeuble et, d'autre part, dans l'intérêt de la venderesse, d'être fixée dans un délai relativement bref, sur la finalisation de l'acte de vente.

La Cour rejoint le tribunal en ce que ce dernier a constaté que les deux certificats bancaires produits par l'intimée datent des 30 juin 2022, respectivement 25 juillet 2022 et sont donc postérieurs à la date butoir prolongée d'un commun accord jusqu'au 10 juin 2022. La condition ne s'est ainsi pas réalisée dans le délai préfixe.

C'est partant à juste titre que le tribunal s'est référé à l'article 1176 du Code civil d'après lequel, lorsqu'un temps précis a été fixé pour l'accomplissement d'une condition suspensive, tel le cas en l'espèce, la condition est censée défaillie lorsque ce délai s'est écoulé sans que l'évènement prévu ne se soit produit, en l'occurrence sans que le prêt à solliciter ait été obtenu.

La simple défaillance de la condition suspensive empêche l'obligation de prendre naissance, les parties étant dans la même situation que si elles n'avaient pas contracté, tandis que la réalisation de la condition fait rétroagir la convention conclue.

C'est encore à bon droit que le tribunal, en se référant à l'article 1178 du Code civil, a retenu que le débiteur obligé sous condition suspensive doit déployer toutes les diligences nécessaires pour que la condition puisse s'accomplir comme prévu au contrat et que lorsqu'il en empêche l'accomplissement, celle-ci est réputée accomplie.

En souscrivant à la condition suspensive prémentionnée, l'intimée s'est obligée à entreprendre toutes les démarches utiles à l'obtention d'un crédit destiné à financer le prix d'acquisition de l'immeuble, et ce dans le délai convenu au compromis. Il lui incombait en conséquence d'introduire une demande de crédit auprès de deux instituts financiers luxembourgeois et de justifier du résultat de cette démarche endéans le délai de 28 jours calendriers (prorogé en l'occurrence de deux semaines) à partir de la signature du contrat en date du 29 avril 2022.

Pour débouter l'appelante de sa demande, le tribunal a considéré que l'intimée avait rapporté la preuve qu'elle avait entrepris des démarches sérieuses et circonstanciées endéans le délai contractuel en vue d'obtenir un crédit. Le tribunal en a déduit que la condition suspensive ne devait pas être réputée accomplie.

L'analyse faite à cet égard par les juges du premier degré et leur solution reste aussi, en l'absence de tout élément nouveau permettant d'énervier lesdites conclusions, correcte en appel.

En effet, les certificats attestant du refus de financement de l'acquisition projetée renseignent à suffisance sur l'introduction d'une demande d'obtention d'un crédit et les démarches que l'intimée a accomplies sont également documentées par les autres pièces du dossier.

La Cour relève ainsi qu'un courriel du 25 mai 2022 de SOCIETE4.) (pièce n°6 de Maître Ibraïma AKPO) confirme que la demande de crédit immobilier concernant un projet à ADRESSE4.) de l'intimée est en cours de traitement. Cette demande a donc forcément être introduite au préalable.

S'il est ensuite vrai que le courrier daté du 25 mai 2022 de SOCIETE3.) (pièce n°2 de Maître Ibraïma AKPO), envoyé à l'intimée par courriel du 25 mai 2022 à 14.41 heures (pièce n°14 de Maître Ibraïma AKPO), tel que l'a souligné le tribunal, fait mention d'une demande de crédit immobilier concernant un projet

immobilier sis à L-ADRESSE5.), l'intimée a pris soin par courriel du même jour à 14.45 heures (pièce n°14 de Maître Ibraïma AKPO) de préciser à la banque que l'attestation devrait concerner le projet immobilier à ADRESSE4.) (étant entendu que deux projets immobiliers devaient être financés par la banque). L'introduction d'une demande de prêt pour l'immeuble en question ne saurait d'ailleurs être contestée au vu du refus bancaire émis par SOCIETE3.) concernant précisément le projet immobilier à ADRESSE4.) (pièce n°5 de Maître Ibraïma AKPO).

Le dossier soumis à la Cour contient enfin des courriels échangés avec SOCIETE3.) et SOCIETE4.) retraçant les démarches effectuées par l'intimée depuis l'introduction de ses demandes de prêt pour recevoir des informations concernant l'état d'avancement desdites demandes. A noter également que tant l'appelante que l'agent immobilier ont été informés des difficultés rencontrées avec les banques contactées.

La Cour approuve enfin le tribunal d'avoir retenu le fait que si les refus bancaires n'ont pas pu être remis avant le délai imparti, ce n'était pas imputable au défendeur, mais indépendant de sa volonté.

S'il ressort effectivement du dossier que l'intimée a écrit à l'appelante en date du 29 juin 2022 ce qui suit : « *Monsieur PERSONNE1.)..J'ai parlé avec un ami investisseurs.. Dans le cas que la banque SOCIETE5.) donne un refus..Lui et moi on paiera le bien cache sans crédit bancaire..Je lui envoie tout ce que j'ai comme document..Merci* », il n'en demeure pas moins que si une renonciation à la condition suspensive, tel que le fait plaider l'appelante, est en principe valable, dès lors qu'il est loisible aux acquéreurs de choisir un autre mode de financement, à condition qu'ils offrent à la partie venderesse une garantie de paiement équivalente au crédit bancaire initialement envisagé, de manière à ce que la venderesse soit assurée de percevoir le prix de vente et n'a plus aucun intérêt à invoquer la non-réalisation du crédit bancaire prévu au compromis, encore faut-il que la renonciation intervienne en temps utile, c'est-à-dire avant l'expiration du terme fixé par les parties pour l'accomplissement de la condition suspensive.

La renonciation, à supposer que les termes employés par l'intimée dans le courriel précité puissent être qualifiés de renonciation, étant intervenue en date du 29 juin 2022, soit postérieurement à l'expiration du délai prévu au compromis pour la présentation de la réponse de la banque, délai qui a expiré le 10 juin 2022, est ainsi dépourvue d'effet.

La correspondance entre parties prouve seulement que les parties restaient en discussion, mais n'est pas de nature à établir une rencontre de volontés tendant à effacer la caducité intervenue au 10 juin 2022.

Il ne résulte en effet d'aucun élément du dossier que le délai de la condition suspensive aurait été valablement prorogé d'un commun accord des parties au-delà de cette date.

Au vu des considérations qui précèdent, c'est à juste titre et pour des motifs corrects que la Cour fait siens, que les juges de première instance ont retenu que le contrat est caduc, par application de la clause suspensive y prévue, sans que l'intimée soit redevable du paiement de la clause pénale y prévue.

Le contrat étant caduc, c'est encore à raison que les juges de première instance ont estimé superfétatoire d'examiner la demande de l'appelante sous l'angle de la condition résolutoire.

Le jugement déferé est partant à confirmer sur ces différents points.

L'appel n'est par conséquent pas fondé.

- Dommages et intérêts pour procédure abusive et vexatoire

En ce qui concerne la demande formulée par l'intimée relative à une indemnité pour procédure abusive et vexatoire, il est rappelé, que l'exercice d'une action en justice ne dégénère en faute, c'est-à-dire constitue un abus de droit que si elle constitue un acte de malice ou de mauvaise foi équipollente au dol, respectivement si l'attitude du plaideur révèle une intention malicieuse ou vexatoire, une volonté mauvaise ou dolosive ou encore une faute lourde, grossière, inexcusable.

La voie de recours exercée par l'appelante, même s'il est exact que son action n'a pas abouti, ne dénotant, dans son chef, aucune intention malicieuse voire vexatoire, cette demande encourt un rejet.

- Les demandes accessoires

Au vu de l'issue du litige, c'est à juste titre que la demande en allocation d'une indemnité de procédure de l'appelante a été rejetée par le jugement entrepris.

Succombant en appel, elle est également à débouter de ses prétentions sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile, pour l'instance d'appel.

C'est encore à bon droit et pour des motifs que la Cour adopte que la demande de l'intimée a été déclarée fondée pour le montant de 1.500.- euros.

Le jugement est partant encore à confirmer sur ce point.

Ne justifiant pas l'iniquité requise par l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile, l'intimée est cependant à débouter de sa demande en obtention d'une indemnité de procédure pour l'instance d'appel.

Les juges de première instance ayant procédé à une saine répartition des frais et dépens de leur instance, le jugement est à confirmer sur ce point.

C'est encore pour les mêmes raisons qu'il y a lieu de mettre à charge de l'appelante les frais et dépens de la présente instance

PAR CES MOTIFS

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement,

reçoit l'appel ;

le dit non fondé ;

confirme le jugement entrepris ;

déboute la société à responsabilité limitée SOCIETE2.) SARL de sa demande en obtention de dommages et intérêts pour procédure abusive ;

dit non fondées les demandes respectives des parties sur le fondement de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile ;

condamne la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) SARL aux frais et dépens de l'instance.

La lecture du présent arrêt a été faite en la susdite audience publique par Carole KERSCHEN, président de chambre, en présence du greffier Sheila WIRTGEN.